

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.14/243
4 décembre 1963

FRANCAIS
Original: ANGLAIS



COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Sixième session
Addis-Abéba, 19 février - 3 mars 1964
Point 5 de l'ordre du jour provisoire

RAPPORT SUR LA LUTTE ANTIACRIDIENNE

LUTTE ANTIACRIDDIENNE

I. LE CRIQUET PELERIN

a) Généralités

1. Pour le criquet pèlerin, il y a d'importants changements à signaler depuis les cinq dernières années, et d'abord, la régression du fléau, qu'il s'agisse de son étendue ou de sa densité, dans toute la zone exposée qui couvre la moitié nord de l'Afrique et le sud-ouest de l'Asie. C'est en 1962 que cette régression fut la plus marquée, bien qu'elle eût commencé en Afrique dès 1961, année depuis laquelle aucune infestation acridienne importante ne s'est plus produite à l'ouest de la vallée du Nil. En Afrique de l'est il y a eu des infestations plus récentes mais à une échelle plus réduite et jusqu'en 1962-1963 seulement. Dans les derniers temps, le fléau n'a plus frappé que l'Inde et le Pakistan, et encore, avec une intensité assez faible.

2. On ignore les causes de la régression du fléau mais, pourtant, il convient de noter qu'à sa onzième session, en mai 1963, le Comité consultatif technique de la FAO pour la lutte contre le criquet pèlerin, a estimé que tout porte à croire que les nouvelles méthodes de lutte récemment appliquées à une échelle nouvelle, soit au plan national, soit au plan régional, ont rempli un rôle essentiel dans la régression du fléau.

3. Ce même Comité et le Comité FAO pour la lutte contre le criquet pèlerin, à sa huitième session en mai 1963, ont tous deux prévenu tous les pays que cette régression pourrait n'être qu'un répit et que la situation n'autorisait aucun relâchement. En vue de tirer tout le parti possible de la situation actuelle qui est presque exceptionnelle, ils ont recommandé à tous les pays de l'aire d'invasion de prendre des mesures appropriées afin de maintenir leurs ressources antiacridiennes à un niveau suffisant pour pouvoir détecter et prévenir toute nouvelle infestation.

Ces organismes ont également reconnu que la FAO avait rempli un rôle

important en amenant les gouvernements à prendre conscience de l'urgence du problème que pose le criquet pèlerin et en les incitant à adopter des méthodes de lutte perfectionnées et un meilleur plan de campagne.

b) Péninsule arabique

4. C'est dans le cadre d'un projet inter-régional du PEAT que la FAO a commencé, en 1962, la mise en oeuvre d'un programme destiné à coordonner et activer les recherches sur le criquet pèlerin et la lutte. Dans les premières années, les travaux ont porté sur la péninsule arabique où la FAO a établi un secrétariat régional chargé de coordonner et d'assister les diverses missions antiacridiennes nationales organisées par divers pays voisins, et d'assister les services nationaux de lutte antiacridienne de l'Arabie saoudite et, ultérieurement, du Yemen et de Koweït. Ces travaux se poursuivent.

c) Afrique de l'est

5. Depuis 1952, la FAO fournit une assistance croissante aux pays de l'Afrique de l'est et, en 1957, elle a établi un secrétariat régional anti-acridien à Addis-Abéba, Ethiopie, en vue de coordonner, d'activer et d'assister les services de lutte antiacridienne de la région, qui à cette époque, comprenait la Côte française des Somalis, l'Ethiopie, le Kenya, la Somalie et le Soudan. Cette importante mesure a obtenu un succès notable avec la création de l'Organisation de lutte contre le criquet pèlerin dans l'Est africain, par une convention établie en dehors du cadre de la FAO et signée le 20 août 1962 par les Gouvernements de l'Ethiopie, de la Somalie, du Tanganyika, du Kenya et de l'Ouganda et, ultérieurement, par le Gouvernement français. Cette convention dont un projet avait été d'abord rédigé par le Sous-Comité FAO de lutte contre le criquet pèlerin dans l'Est africain, à sa troisième session en octobre 1961, et ensuite amendée par la Réunion spéciale sur la lutte contre le criquet pèlerin dans l'Est africain, convoquée en janvier 1962 par la FAO avait été mise définitivement au point par les gouvernements directement intéressés.

6. Si cette convention régionale a été établie en dehors du cadre de la FAO, certains gouvernements signataires avaient exprimé le vœu qu'elle fasse naître des relations plus étroites avec la FAO. Par la suite, en avril 1963, le Conseil de l'Organisation de lutte contre le criquet pèlerin dans l'Est africain a approuvé le texte d'un accord qui est entré en vigueur le 28 juin 1963, après acceptation par le Conseil de la FAO à sa quarantième session en juin 1963 et sous réserve de confirmation vers la fin de 1963, par la Conférence de la FAO. Cet accord doit être considéré comme une mesure provisoire, en attendant qu'il soit statué sur des propositions présentées par certains gouvernements membres de l'Organisation de lutte contre le criquet pèlerin dans l'Est africain, à l'effet de réviser l'accord pour établir l'Organisation dans le cadre de la FAO. Cette question est à l'ordre du jour de la douzième Conférence de la FAO, qui devra l'examiner et prendre une décision de principe.

d) Afrique du nord

7. A la suite de la résolution 78 (V) adoptée par la CEA à sa cinquième session, la FAO n'a encore pris aucune mesure bien que la question ait déjà fait l'objet d'un premier examen par le Comité FAO pour la lutte contre le criquet pèlerin, lors de sa huitième session, en mai 1963. Ce Comité tout en reconnaissant qu'il était souhaitable de créer une organisation ou commission régionale en Afrique du nord, avait été d'avis qu'il faudrait que s'établissent des relations étroites avec l'Organisation commune de lutte antiacridienne (OCLA) qui a son siège à Dakar, au Sénégal et dont la compétence s'étend à l'Afrique de l'ouest au sud du Sahara, c'est-à-dire, à la zone de ponte estivale, principale zone de provenance des essaims qui infestent périodiquement les pays de l'Afrique du nord.

8. Cette question doit faire l'objet d'un nouvel examen à la douzième Conférence de la FAO qui étudiera les moyens de coordonner tous les travaux de recherche antiacridienne et toutes les opérations de lutte.

e) Projet du Fonds spécial des Nations Unies relatif au criquet pèlerin

9. Les travaux de la FAO sur le criquet pèlerin ont été considérablement étendus avec la mise en oeuvre, en 1961, d'un projet du Fonds spécial des Nations Unies.

10. Actuellement, 35 gouvernements participent et contribuent à ce projet dont l'exécution, confiée à la FAO, demandera 6 ans et près de 4 millions de dollars des Etats-Unis. Les participants africains sont les Gouvernements des pays suivants.

Algérie	Nigéria
Cameroun	République Arabe Unie
Ethiopie	Royaume-Uni
France	(pour le Kenya et l'Ouganda)
(pour la Côte française des Somalis)	Sierra Leone
Ghana	Somalie
Libye	Soudan
Mali	Tanganyika
Maroc	Tchad
Mauritanie	Tunisie
Niger	

11. Le projet du Fonds spécial des Nations Unies relatif au criquet pèlerin a pour premier objet d'encourager et d'enseigner l'utilisation de techniques nouvelles de lutte contre le criquet pèlerin, de former des ressortissants des pays participants pour qu'ils puissent utiliser avec profit ces techniques. Il a également pour objet la préparation d'études sur les conditions écologiques auxquelles il faut attribuer la continuation des invasions d'acridiens et l'apparition de nouveaux fléaux. Un élément important du projet est le rassemblement, l'analyse et la diffusion de renseignements sur les migrations des acridiens et sur la ponte. Le projet est divisé en plusieurs chapitres dont les plus importants sont les suivants:

12. Enquête écologique - Une enquête générale a été faite sur l'aire de ponte estivale en Afrique et en particulier au Sénégal, en Mauritanie, au Mali, au Niger, au Soudan et en Ethiopie. L'équipe qui s'en était chargée a étudié ensuite la situation acridienne dans la péninsule arabique puis, en 1963, a entrepris des travaux au Pakistan, en Inde et en Iran.

13. Centres de recherche sur le terrain - Aux termes du projet, une assistance est fournie aux divers centres nationaux de recherche sur le terrain. Les centres africains se trouvent à Dokki (RAU), Khartoum (Soudan), Diré-Daoua (Ethiopie), Scusciuban (République de Somalie), (il se peut qu'on choisisse un autre emplacement plus approprié), Agadez (Niger) et Aioun el Atrouss (Mauritanie). En Asie, une assistance est fournie à l'Arabie Saoudite, à l'Inde et au Pakistan. Afin d'établir une meilleure coopération entre les travaux de ces centres et ceux d'autres centres nationaux, la FAO a constitué un Groupe permanent d'experts chargé de coordonner les travaux de recherche sur le criquet pèlerin; elle organise également des "Symposia" pour l'étude de certains problèmes spécifiques du criquet pèlerin.

14. Services de renseignements et de prévisions - Aux termes du projet, la FAO participe aux dépenses du Service de renseignements sur le criquet pèlerin (DLIS) rattaché au Centre de recherche antiacridienne de Londres, qui rassemble et analyse les renseignements sur le criquet pèlerin de toutes provenances, et envoie mensuellement aux gouvernements intéressés un exposé et des cartes sur la situation; et, occasionnellement, des avertissements spéciaux par télégramme lorsqu'il y a des faits importants à signaler. La FAO organise également des visites d'experts à divers services nationaux de renseignements et de prévisions. Ainsi, des visites ont été faites, en Afrique, dans la République Arabe Unie, au Soudan et en Ethiopie, et, en Asie, en Arabie Saoudite, au Liban et en Iran. Des visites en Inde et au Pakistan sont en préparation.

15. Formation - La FAO alloue des bourses d'études et de perfectionnement, organise des échanges et des visites de consultants pour permettre aux ressortissants des pays participants, d'étendre leurs connaissances et

leur expérience. Des cours de formation ont été organisés également, dont un à Rabat (Maroc) en 1960, un à Asmara (Ethiopie) en 1962 et un autre à Karachi (Pakistan) en 1963. On se propose d'organiser un quatrième cours à Dakar (Sénégal) en 1964-1965.

16. Recherche opérationnelle - Ce chapitre a pour objet de déterminer le coût, et de démontrer l'efficacité des opérations d'enquête et de lutte anti-acridiennes faites selon les nouveaux procédés et en particulier par avion. A ce jour, ces opérations de lutte ont été menées en Inde et au Pakistan et des enquêtes aériennes en Arabie. D'autres travaux à exécuter très prochainement en Inde et au Pakistan, sont en préparation. Aucune opération n'a encore été entreprise en Afrique.

17. Travaux futurs - Un point essentiel figurant au Plan d'opérations du projet, est la préparation de plans après 1966, année où le projet sera terminé, en vue d'assurer la permanence de certaines activités. Cette question a fait l'objet d'un premier examen en 1962, lors de la onzième session du Comité consultatif technique de la FAO pour la lutte contre le criquet pèlerin.

II. LE CRIQUET MIGRATEUR AFRICAIN

18. L'Organisation internationale contre le criquet migrateur africain (OICMA) dont le siège est à Kara, au Mali, est chargée des opérations préventives contre cet acridien qui visent à empêcher tout retour offensif comparable aux invasions qui ont détruit les récoltes dans une grande partie de l'Afrique au sud du Sahara, notamment de 1928 à 1942.

19. Cette Organisation, créée il y a environ vingt ans pour les plaines inondées du Niger, après qu'on eût localisé et délimité l'aire grégarigène d'origine, a réussi à empêcher complètement toutes autres échappées.

20. La création formelle de cette Organisation remonte à une convention ratifiée en 1952-1953 par la France et le Royaume-Uni et, ultérieurement, par la Belgique et le Ghana. Une nouvelle convention, nécessitée par l'ac-

cession récente à l'indépendance de nombreux pays est en préparation, car elle doit intéresser tous les territoires africains qui ont été exposés aux invasions de cet acridien.

21. Les vingt-deux pays du ressort de l'Organisation, qui s'intéressent à la nouvelle convention, sont les suivants:

Cameroun, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gambie, Ghana, Guinée, Haute-Volta, Kenya, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tanganyika, Tchad et Togo. Dix-sept d'entre eux auraient accepté de signer la nouvelle convention.

22. Le budget annuel de l'OICMA varie de 110 à 120 millions de francs CFA, soit, approximativement 450,000 à 480,000 dollars des Etats-Unis.

Le coût de la lutte préventive est extrêmement bas au regard des pertes auxquelles les récoltes seraient inévitablement exposées par des nouveaux retours offensifs si l'OICMA était obligée de réduire ses activités faute de ressources financières suffisantes.

23. Lors de sa dernière réunion, en 1963, le Conseil de l'Organisation a étudié les conditions dans lesquelles l'OICMA pourrait s'associer à la FAO.

III. LE CRIQUET NOMADE

24. f) Le Service international de lutte contre le criquet nomade (IRLCS), dont le siège est à Abercorn, Rhodésie du Nord, est chargé de la lutte préventive contre de futurs retours offensifs du criquet nomade depuis ses aires grégariques du Tanganyika et de la Rhodésie du Nord. Les dernières grandes invasions de cet acridien ont été produites entre 1927 et 1945 et ont dévasté la plus grande partie de la moitié sud de l'Afrique.

25. Une première Convention relative à la lutte préventive contre le criquet nomade avait été signée en 1938 par les Gouvernements de la Belgique et du Royaume-Uni. Plus tard, en 1949, une Convention internationale a été conclue entre la Belgique, le Royaume-Uni, la Rhodésie du Sud et l'Afrique du Sud.

Le Gouvernement portugais a signé cette Convention en 1950.

26. On sait qu'en raison de l'accession à l'indépendance de pays exposés aux dévastations du criquet nomade, une nouvelle convention sera ouverte à la signature des divers gouvernements intéressés au début de 1964.

27. En 1962, le Service international de lutte contre le criquet nomade a proposé à la FAO de resserrer la coopération entre les diverses organisations de lutte antiacridienne, en vue d'accroître l'efficacité de leur action et de réduire les frais, par la mise en commun d'une partie au moins du personnel hautement spécialisé et de l'équipement nécessaire, puisqu'il est rare que toutes les organisations de lutte antiacridienne soient en pleine activité en même temps.

28. Les dépenses annuelles du IRLCS sont actuellement estimées à 210,000 dollars des Etats-Unis, approximativement ce qui, ici encore, est minime au regard des dégâts possibles.